

LA DECOLONISATION

I- Généralité :

Décolonisation, processus historique qui a conduit les pays colonisés à l'accession à l'**indépendance**.

La décolonisation, entamée dans les **années 1930** par les Britanniques, est devenue une issue inévitable après l'effondrement de la puissance et du prestige des métropoles durant la Seconde Guerre mondiale.

Elle s'est déroulée en plusieurs étapes : de **1945 à 1954**, la plupart des pays d'Asie s'émancipent ; de **1945 à 1965**, c'est le tour des anciennes colonies en Afrique ; de **1965 à 1991**, on assiste à une **troisième** phase qui voit s'achever la décolonisation et les derniers territoires dominés accéder à la liberté, tandis que l'éclatement de l'Union soviétique marque la fin du processus.

Enjeu de nombreux conflits, source de frustration pour les pays qui, tels l'Allemagne et l'Italie, s'étaient lancés tardivement dans l'aventure, la colonisation a été l'un des phénomènes majeurs de l'histoire mondiale au **XIX^e siècle** et dans les premières décennies du **XX^e siècle**. Cependant, le système colonial, tant par ses justifications que par son application, contenait en germe sa propre disparition.

II- Les Prémisses :

1- Le Choc de la deuxième Guerre mondiale :

La défaite de la France, **en 1940**, face à l'Allemagne nazie, et surtout les premières victoires du **Japon (1941-1942)**, qui occupe les colonies françaises (**Indochine**), britanniques (**Singapour, Malaisie, Birmanie**), néerlandaises (**Indonésie**) et américaines (**Philippines**), portent, en affaiblissant les puissances coloniales, un coup décisif à leur prestige.

De plus, les colonies prennent conscience de leur importance dans l'évolution générale du conflit. Ainsi, jusqu'**en 1944**, la France libre a pour principale assise territoriale l'empire, notamment l'Afrique-Occidentale française (**AOF**) et l'Afrique-Équatoriale française (**AÉF**) et, après le débarquement allié en Afrique du Nord (**1942**), l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Les métropoles font largement appel au potentiel humain et économique pour mener leur combat contre les puissances de l'Axe.

Enfin, la propagande des Alliés contre l'**hitlérisme** qui remet en cause la notion de supériorité de la race blanche, ainsi que la mise en avant du principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, principes inscrits dans la charte de l'Atlantique (**1941**) à l'instigation des Américains, puis dans celle des Nations unies (**1945**), favorisent l'essor des mouvements indépendantistes. L'espoir suscité

s'accompagne d'une radicalisation certaine, comme en témoigne en Algérie le **Manifeste du peuple algérien** lancé par **Ferhat Abbas** en 1943, qui réclame l'indépendance alors qu'il s'était fait jusque-là le partisan de l'**assimilation**.

Ainsi, dès 1945, la décolonisation apparaît comme un des problèmes majeurs de l'après-guerre. Le 8 mai 1945, en Algérie, dans les régions de **Sétif** et de **Guelma**, des émeutes ont lieu, obligeant l'armée française à intervenir et à se lancer dans une forte répression qui fait **plusieurs milliers** de victimes. En Indochine, après le départ des Japonais, **Hô Chí Minh**, à la tête du **Viêt-minh**, déclare l'indépendance du Viêt Nam et **Sukarno** fait de même en Indonésie.

Si les Américains reconnaissent l'indépendance des Philippines **dès 1946**, en revanche, les puissances coloniales, surprises par la rapidité et la violence des revendications, ne sont pas préparées à une telle situation.

2- La Conférence de Bandung :

La conférence des peuples afro-asiatiques, qui se tient à **Bandung** du **18** au **24 avril 1955**, consacre l'émergence politique des pays du **Tiers-Monde**, « la mort du complexe d'infériorité » dira Léopold Senghor.

À l'instigation des gouvernements de **Birmanie**, de **Ceylan**, de **l'Inde**, d'**Indonésie** et du **Pakistan**, **vingt-trois pays** d'Afrique et **six** d'Asie y sont réunis, qui représentent plus de la moitié de la population de l'humanité mais seulement **8%** de ses richesses, « l'Internationale des pauvres » selon l'expression de **Nasser**.

Dans le communiqué final, après avoir mis en avant leur volonté de coopération économique, culturelle et politique, les nations en quête de développement expriment leur rejet du colonialisme et dix principes qui plaident pour la coexistence pacifique et le non-alignement.

3- Defferre et la loi-cadre :

Le **21 mars 1956**, **Gaston Defferre**, ministre de la France d'outre-mer, défend son projet de loi-cadre devant l'Assemblée nationale. Le texte est voté le **23 mars**, mais alors que le gouvernement **Mollet** s'embourbe dans la guerre d'Algérie, l'argumentaire de Defferre en faveur de l'émancipation contractuelle et progressive des territoires noirs africains heurte pourtant **deux** tendances de l'opinion : les **colonialistes**, qui jugent son projet trop libérateur, et les **anticolonialistes**, horrifiés par le gâchis nord-africain et vietnamien, qui le trouvent trop timide et néocolonialiste.

Déçu de ne pas avoir vu triompher le courant assimilationniste dont il a longtemps été le porte-parole, **Ferhat Abbas** profite de la situation politique de **1943** — et particulièrement de la présence dans les départements français d'Algérie des forces anglo-américaines, depuis le débarquement du **8 novembre 1942**, et du gouvernement provisoire de la France libre qui donne une audience nouvelle

III- Les Caractères de la Décolonisation :

A- Décolonisation violente :

Déçu de ne pas avoir vu triompher le courant assimilationniste dont il a longtemps été le porte-parole, Ferhat Abbas profite de la situation politique de 1943 — et particulièrement de la présence dans les départements français d'Algérie des forces anglo-américaines, depuis le débarquement du 8 novembre 1942, et du gouvernement provisoire de la France libre qui donne une audience nouvelle aux Algériens dans le concert des nations — pour publier un *Manifeste du peuple algérien* le 10 février 1943, signé par 28 personnalités musulmanes.

Celui-ci s'appuie sur les déclarations de **Roosevelt** en faveur du respect des droits de tous les peuples au lendemain de la guerre, notamment dans la **Charte de l'Atlantique (1941)**, pour réclamer la participation des Algériens aux décisions et aux institutions de leur pays.

Prudent et habile, Ferhat Abbas n'évoque pas la formation d'une république algérienne indépendante ou fédérée à la France. Il n'en secoue pas moins l'opinion alors que commencent à surgir dans le monde d'autres velléités d'indépendance.

Enfin, en Algérie, la France s'engage dans l'une des plus longues guerres de la décolonisation (1954-1962) contre le **FLN**, en raison de la présence d'une forte minorité de colons (*voir* Algérie, guerre d'). Dans cette lutte sans merci, l'échec de l'expédition de **Suez (1956)** marque un tournant décisif en manifestant que la France ne peut plus agir sans l'assentiment des Américains et qu'un Arabe, l'Égyptien **Gamal Abdel Nasser**, l'a mise en échec.

Malgré l'envoi du contingent et un succès militaire sur le terrain, la France ne peut cependant se maintenir en Algérie ; le général **de Gaulle**, arrivé au pouvoir grâce à la pression des colons et de l'armée, sait conduire le processus menant à l'indépendance — acquise lors des accords d'Évian, signés le 18 mars 1962 — qui met fin à cent trente années de présence française.

À **Madagascar**, le soulèvement nationaliste en 1947 est suivi d'une répression très violente qui fait plusieurs dizaines de milliers de victimes, et les Malgaches n'accèdent à l'indépendance qu'avec le mouvement général d'émancipation de l'Afrique noire française, en 1960.

Le **Portugal** se lance également dans de longs et difficiles conflits au **Mozambique**, en **Angola** et en **Guinée-Bissau**, y consacrant une part très importante de son budget. Mais l'échec du régime d'**António de Oliveira Salazar** à vaincre ces mouvements nationalistes entraîne sa chute, et la **révolution des Œillets en 1974** ouvre la voie à l'indépendance des possessions d'outre-mer, qui devient effective en 1975.

B- Décolonisation pacifique :

Cette stratégie permet à la **Grande-Bretagne** de conduire une décolonisation pacifique dans plusieurs pays, même si le désengagement rapide est parfois la cause d'affrontements religieux ou **interethniques** (ou du moins les favorise) dans les pays décolonisés.

La Grande-Bretagne s'engage très rapidement après la guerre dans la voie d'une décolonisation globale.

Ainsi, en Asie, ce sont successivement l'**Inde** et le **Pakistan en 1947**, le **Sri Lanka** et la **Birmanie en 1948** qui accèdent à l'indépendance.

Après l'Asie, c'est au tour des pays du bassin méditerranéen. Les Britanniques se désengagent de **Palestine en 1948** et de **Chypre en 1960**, laissant dans ces **deux** pays les communautés antagonistes (**Juifs** et **Palestiniens**, **Grecs** et **Turcs**) face à face, puis de **Malte (1964)** perdant ainsi le contrôle de cette région, pourtant autrefois si importante pour son commerce.

En Afrique, les Britanniques tentent dans un premier temps de favoriser un compromis par « l'association des races » afin que les colons blancs puissent conserver une partie du pouvoir. Mais, face à l'hostilité des populations noires, **Londres** se résout à accepter la thèse du nationalisme sans pluralité de races.

Ainsi, le **Ghana (1957)**, le **Soudan** anglo-égyptien (**1956**), le **Nigeria (1960)**, la **Sierra Leone** et le **Tanganyika** (actuelle **Tanzanie**) (**1961**) accèdent à l'indépendance, sous l'impulsion de grandes formations politiques noires en position dominante dans lesquelles le personnel gouvernemental est recruté : à la tête de la Tanganyika African National Union (**TANU**, « Union nationale africaine du Tanganyika »), **Julius Kambarage Nyerere**, hostile à toute parité raciale, devient le premier président du Tanganyika, tandis que **Milton Obote**, le leader de l'Uganda People's Congress (**UPC**, « Congrès du peuple ougandais »), prend la direction des affaires en **Ouganda** lorsque ce pays recouvre sa pleine souveraineté **en 1962**.

Ces pays africains sont suivis par les possessions anglaises aux **Caraïbes**. La plupart de ces nouveaux États restent membres du **Commonwealth**. D'ailleurs, la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun **en 1962** manifeste l'évolution économique et politique des Britanniques qui, du repliement sur leur empire, passent à une stratégie d'intégration européenne témoignant du recul de l'influence britannique dans le monde.

Quasiment exclus du **Proche** et du - **Moyen Orient**, où les pays de la zone se regroupaient dans le pacte de **Bagdad** sous la protection des Américains, les Britanniques connaissent les mêmes déboires avec la **Nouvelle-Zélande** et l'**Australie** qui intègrent l'**ANZUS** (abréviation de Australia, New Zealand and United States), préférant **Washington** à **Londres**.

L'absence de violence et la relative facilité de ces diverses entreprises de décolonisation incitent nombre d'historiens à mettre en avant l'exemple de la Grande-Bretagne, instaurant un parallèle avec les autres empires coloniaux tels que ceux de la France, des Pays-Bas et du Portugal, États qui n'ont pas su conduire le processus d'accession à l'indépendance de leurs possessions d'outre-mer et ont eu à supporter des guerres longues et coûteuses. Mais cette opposition ne recouvre que partiellement la réalité.

En effet, la France a su réussir la décolonisation de l'Afrique noire. Grâce aux différentes étapes que sont l'Union française (1946), puis la **loi-cadre** Defferre qui établit un régime d'autonomie interne, la transition réformatrice est privilégiée et aboutit à une émancipation progressive et pacifique.

L'absence d'intérêts économiques majeurs et d'une forte minorité d'Européens dans ces colonies favorisent la mise en place de cette solution, ainsi que l'attitude des grands meneurs indépendantistes africains, aux idées et à la culture francophiles, qui mènent une stratégie souple, ne s'engageant jamais dans l'affrontement direct avec la métropole mais au contraire y cherchant des appuis.

Félix Houphouët-Boigny, député de Côte d'Ivoire à l'Assemblée nationale (1946-1959) et plusieurs fois ministre sous la IV^e République, fondateur du Rassemblement démocratique africain (**RDA**), et **Léopold Sédar Senghor**, partisan d'un métissage entre la culture française et ses racines africaines, jouent un rôle primordial dans cette évolution.

Et même si la Communauté française — créée par de Gaulle **en 1958**, qui instaure une autonomie interne complète tandis que la politique extérieure reste du domaine de la France — est un échec sur le plan politique, les pays africains accédant à l'indépendance sans conserver aucun lien avec la métropole, elle permet à la France de maintenir de bonnes relations avec les pays de l'Afrique équatoriale française (**AÉF**) et de l'Afrique occidentale française (**AOF**), qui demeurent dans sa zone d'influence.

La même situation se présente au **Maroc** et en **Tunisie**, où la France joue la fermeté dans un premier temps : l'arrestation de **Bourguiba** et des meneurs nationalistes tunisiens, la déposition et la déportation du sultan **Mohammed V** sont la réponse initiale de la métropole face à un mouvement indépendantiste qui ne cesse de se développer.

Cependant, **Pierre Mendès France** et son successeur, **Edgar Faure**, prennent vite conscience du fait que la France n'a pas les moyens de mener de front de nouvelles guerres coloniales, alors que l'Algérie réclame de plus en plus de moyens, et préfèrent donc accompagner le processus de décolonisation, tout en préservant les liens politiques et économiques, c'est-à-dire l'essentiel.

Cependant, même si le Maroc et la Tunisie accèdent rapidement à l'indépendance (1956), ces deux pays cherchent des appuis, auprès des Américains notamment, pour prendre leurs distances avec la France, et soutiennent dans sa lutte le Front de libération nationale (**FLN**) algérien.

Bien que plus tardive, la décolonisation espagnole se déroule également de façon plutôt pacifique. Entre 1968 et 1976, l'Espagne rétrocède l'enclave d'**Ifni** au **Maroc**, qui se partage avec la **Mauritanie**, en 1976, le **Sahara-Espagnol**, tandis que les anciens territoires du **Río Muni** et de **Fernando Poo** deviennent indépendants en 1968 sous le nom de **Guinée équatoriale**. De son empire jadis si vaste, l'Espagne ne conserve alors plus que les présides de **Ceuta** et de **Melilla** ainsi que les **Canaries**.

La Grande-Bretagne, qui avait pris conscience du problème dès l'entre-deux-guerres, tente de profiter des structures souples et évolutives du Commonwealth mises en place par le traité de **Westminster en 1931**, pour favoriser l'instauration d'un **self-government** des élites locales, afin de garder des liens politiques, et plus encore économiques. L'idée de domination doit être remplacée par celle d'association volontaire.

L'arrivée au pouvoir des travaillistes en 1945 favorise cette évolution. Le financement du **Welfare State** (État-providence) voulu par les travaillistes, suppose en effet une réduction des autres dépenses, donc un abandon progressif de l'empire, et ce d'autant plus que, pour la gauche

britannique, l'empire a constitué les bases qui ont permis aux élites conservatrices d'asseoir leur pouvoir.

IV- Bilan de la Décolonisation :

Laissant de lourdes séquelles dans la mémoire des peuples colonisés, la décolonisation a marqué une étape majeure de l'histoire des pays d'Afrique et d'Asie, et rares sont ceux qui ont vécu sans trouble cette transition essentielle.

Des **États-nations** se sont certes formés mais ils ont été l'objet de nombreuses convoitises par les deux « **super-grands** », en raison de leurs richesses minières ou de leur importance géostratégique. Surtout, contraints de devoir choisir leurs camps dans le contexte de la guerre froide et de la lutte entre les **deux** blocs, ils ne sont pas parvenus, malgré leur désir affiché, à donner une force et un contenu suffisant à ce qu'ils voulaient instaurer comme troisième voie entre **capitalisme** et **socialisme**.

Pour certains pays d'Asie, il leur a fallu adhérer à des organisations régionales dominées par les États-Unis. Dans l'ensemble, les pays non-alignés n'ont pu rester dans l'esprit de la conférence de Bandung. Surtout mal préparés à accéder à l'indépendance, nombre d'entre eux ont été la proie, dès leur indépendance, de violents conflits politiques ou interethniques qui se sont amorcés avec le départ de la puissance coloniale.

En métropole aussi, la perte des possessions d'outre-mer a eu de nombreuses conséquences. Si elle a généralement été bénéfique pour les économies des ex-puissances coloniales, qui, comme les Pays-Bas, ont ainsi dès lors pu financer leurs propres infrastructures, en revanche, les conséquences politiques et sociales ont parfois été très lourdes : le rapatriement des **colons** et des indigènes qui avaient choisi le camp de la métropole a posé de nombreux problèmes de logement, de réinsertion et de chômage, sans compter que le poids des relations historiques avec les anciennes colonies a favorisé une importante immigration vers les États européens.

L'ère des empires coloniaux a vécu, laissant place à un monde toujours plus morcelé, comme en témoigne le nombre sans cesse croissant des pays membres de l'Organisation des Nations unies (**ONU**) : de **cinquante** en **1945**, ils sont passés à plus de cent **quatre-vingt** aujourd'hui.

Ce morcellement s'est d'ailleurs encore accéléré avec la chute du mur de Berlin (**1989**) et l'effondrement du bloc de l'Est. L'Union soviétique n'y a pas résisté ; elle a éclaté en décembre 1991 face aux revendications nationalistes des ex-républiques composant son empire, au terme de conflits brefs mais violents, notamment en Arménie, en Azerbaïdjan et dans les États baltes.

Cependant, quelles que soient les voies choisies — **libéralisme**, **socialisme**, système étatique fort ou **État théocratique** —, les pays qui ont accédé à l'indépendance demeurent soumis aux exigences de l'économie-monde et cette mondialisation a favorisé le maintien, voire l'accentuation, de leur dépendance envers les anciennes métropoles.

Cette dépendance économique, caractéristique du **néocolonialisme** malgré les politiques d'aide et de coopération, et le poids de la dette — les puissances européennes demeurant parmi les

principaux bailleurs de fonds — jouent, aujourd’hui encore, un rôle important dans l’impuissance des ex-pays colonisés à mettre en place les structures de leur développement.